

Sophie Bessis

Michel Seurat avait raison

L'ouvrage a pour titre «Syrie, l'Etat de barbarie». Furieusement actuel, donc, à voir la litanie des massacres, et désormais des contre-tueries, dont ce pays est depuis dix-huit mois le théâtre. On saisit l'enchaînement des causes ayant conduit à la boucherie d'aujourd'hui: «Finalement, dans ce Machrek [Orient arabe], (...) les partis fonctionnent comme des bandes, les Etats comme des organisations politiques», le jeu politique est dominé par «des partis déguisés en Etats». Confessionnalisme et régionalisme y relèvent de la logique de l'asabiyya analysée au XIV^e siècle par l'historien sociologue Ibn Khaldoun, où les solidarités de groupe priment sur toute autre forme d'organisation sociopolitique.

Ce communautarisme fonctionne d'autant plus que «l'effritement de la légitimité politique du régime se traduit sur le terrain (...) par une réactivation des formes prépolitiques de légitimité». Mais ce qui caractérise le mieux le régime syrien est le fait que «toute la politique de Hafez Al-Assad a consisté à lier le destin de la communauté (alaouite) à son avenir personnel». Ces lignes ne datent pas d'aujourd'hui. Elles ont été écrites entre 1975 et 1985 par la sociologue Michel Seurat, enlevé puis tué en 1986 par le Djihad islamique, bras armé du Hezbollah libanais, lui-même supplétif du pouvoir syrien au pays des Cèdres.

Il y a vingt-cinq ans, cet expert passionné de la scène syrienne décrivait peu ou prou ce qui s'y passe depuis 2011. Se pose alors la question de savoir pourquoi, depuis vingt-cinq ans, rien n'y a changé. Pourquoi le fils a-t-il

Sophie Bessis est issue d'une famille de la grande bourgeoisie juive tunisienne. Agrégée d'histoire et ancienne rédactrice en chef de l'hebdomadaire Jeune Afrique et du Courrier de l'Unesco, elle est actuellement directrice de recherches à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) de Paris et secrétaire générale adjointe de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Elle a longtemps enseigné l'économie politique du développement au département de science politique de la Sorbonne et à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Consultante pour l'Unesco et l'Unicef, elle a mené de nombreuses missions en Afrique.

Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont une biographie en deux volumes d'Habib Bourguiba avec la contribution de Souhayr Belhassen.

pu aisément revêtir le costume du père? Pourquoi son régime a-t-il joui sans discontinuer de telles protections hors de ses frontières? Pourquoi ce qu'on appelle, abusivement, la communauté internationale a-t-elle toujours été tétanisée devant la barbarie des maîtres de Damas? Pourquoi cette clémence, dont n'a pas bénéficié le cousin et ennemi de Bagdad, Saddam Hussein? Comme pour d'autres tragédies,

on sait à peu près tout depuis le début.

Et l'on sait ce qui se passera probablement au lendemain de son dénouement. L'impossible unification de l'opposition, l'hégémonie des Frères musulmans, Seurat en parle aussi. En revenant à Ibn Khaldoun encore pour rappeler que les prédications religieuses et politiques sont indissolublement liées dans l'islam, et qu'il faut comprendre l'audience des islamiques en relation à un système social façonné par un champ référentiel vieux de quatorze siècles. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'ils «se présentent aujourd'hui comme la seule force d'opposition au régime, (...) la seule réponse à ce système». Tâchons pourtant de croire avec lui que l'on ne peut tirer un trait «sur toute la pensée politique arabe et le projet d'Etat moderne qu'elle porte en elle depuis plus d'un siècle». Ce n'est plus comme jadis «socialisme ou barbarie», mais «démocratie ou barbarie» qui sert aujourd'hui de programme aux modernistes de cette partie du monde. Pour ne pas connaître Charybde après avoir passé Scylla.

Lu dans *Le Monde* du 30 sept./1er octobre 2012